

19 septembre -480 : bataille des Thermopyles.

Leonidas, le roi de Sparte avec 1000 de ses soldats (dont 300 combattants d'élite) et quelques troupes de 31 cités grecques résiste pendant 3 jours à la gigantesque armée Perse de Xerxès (environ 100 000 hommes) dans le défilé des Thermopyles. Le courage, l'entraînement, les armes (lance légèrement plus longue que celle des Perses) et l'utilisation parfaite du terrain permettent aux hoplites de Léonidas de tenir en échec les assaillants. Les pertes subies par les troupes perses pour tenter de forcer le seul passage vers Athènes sont très lourdes et surtout disproportionnées jusqu'à ce que Ephialtès (un grec) trahisse la cause grecque en révélant à Xerxès l'existence d'un chemin de montagne contournant le défilé tenu par les Spartiates. La résistance de Léonidas donne cependant aux Athéniens le temps d'évacuer la ville qui sera incendiée. Les Grecs finissent par rejeter l'envahisseur durant l'année qui suit : dans un premier temps, la flotte athénienne bat celles des Perses à Salamine (île au large d'Athènes) puis la bataille terrestre de Platées met fin à la seconde guerre médique et ouvre l'ère classique dominée par Athènes.

La bataille est à jamais célèbre se trouvent les vers du poète Simonide de Ceos, gravés sur le mont Kolonos le sont tout autant : « *Passant, va dire à Spartes que nous sommes morts pour obéir à ses lois* ».

N.B : la date de la bataille est incertaine. Pour certains en août et d'autres en octobre.



CECI EST MON BOUCLIER.

JE LE PORTE DEVANT MOI DANS LA BATAILLE,
MAIS IL N'APPARTIENT PAS QU'À MOI.

IL PROTÈGE MON FRÈRE À MA GAUCHE.
IL PROTÈGE MA CITÉ.

JE NE LAISSERAI JAMAIS MON FRÈRE NI MA CITÉ
HORS DE MA PROTECTION.

JE MOURRAI MON BOUCLIER DEVANT MOI,
FACE À L'ENNEMI.

STEVEN PRESSFIELD
LES MURAILLES DE FEU

**19 septembre 1356 : bataille de Poitiers.**

La bataille de Poitiers a été livrée au cours de la guerre de Cent Ans le 19 septembre 1356 à Nouaillé-Maupertuis, près de Poitiers en Aquitaine. Le roi de France Jean II le Bon cherche à intercepter l'armée anglaise conduite par Édouard de Woodstock, prince de Galles, qui est en train de mener une chevauchée dévastatrice. Par une tactique irréfléchie, Jean II conduit ses troupes, quoique numériquement très supérieures, au désastre et se fait prendre, ainsi que son fils Philippe et de nombreux membres éminents de la chevalerie française. Les conséquences de la défaite française sont catastrophiques pour la couronne des Valois. Le pays est nominalement dirigé par l'héritier du trône, le dauphin Charles. Celui-ci doit affronter la Grande Jacquerie en 1358, qui conteste les privilèges de la noblesse, celle-ci ayant perdu de son prestige à Poitiers. La première phase de la guerre de Cent Ans s'achève par une indéniable victoire anglaise, qui est confirmée par la signature du traité de Brétigny en 1360.

La chevauchée menée, début août 1356, par le Prince noir dévaste une grande partie du Bergeracois, du Périgord, du Nontronnais, du Confolentais, du Nord-Ouest du Limousin, de la Marche, du Nord et Sud du Boischaut, de la Champagne berrichonne, du Berry, de la Sologne, du Sud de la Touraine et du Poitou.

Pour le poursuivre plus efficacement, Jean II le Bon abandonne la moitié de son ost pour ne garder que les cavaliers, plus rapides. Les différents contingents qui avaient passé la Loire à Orléans, Mehun, Saumur, Blois, Tours et ailleurs, se réunirent vers la capitale tourangelle. Après avoir cherché l'adversaire, l'ost français, se trouve à proximité des Anglais à Tours. Grâce à une habile manœuvre, le roi de France oblige les Anglo-Gascons à se diriger vers le sud. Partant de Loches, les Français traversent la Creuse à La Haye, le 16 septembre, occupent le pont de Chauvigny et se dirigent sur Poitiers. Le 17 septembre au matin, le Prince noir fonce, avec 200 hommes d'armes, à travers la forêt de Moulière et débouche sur la route de Poitiers à Chauvigny où il tombe par surprise sur l'arrière-garde de l'armée française forte de 700 hommes d'armes et chevaliers à la-Chaboterie-au-Breuil-l'Abbesse. Les Français, totalement décontenancés, s'enfuirent dans la forêt, perdant 240 hommes dont le comte de Joigny, Jean II de Châlon, comte d'Auxerre, et Jean II de Châtillon, faits prisonniers, qui seront libérés après rançon.

Quand le roi Jean apprend que ses ennemis étaient derrière et non devant, il fait retourner sa troupe. Au soir, les deux armées campent l'une en face de l'autre. Avant que la bataille ne se déclenche, le cardinal de Talleyrand-Périgord, légat pontifical d'Innocent VI tente une médiation et obtient une trêve de 24 heures. Les Anglo-Gascons, largement moins nombreux et menacés d'encerclement et de famine, offrent de rendre le butin et de ne point porter les armes pendant sept ans contre le royaume de France. Mais, au conseil royal, prévaut l'idée de profiter du rassemblement d'une armée, manifestement plus puissante que l'autre, pour ne pas laisser échapper l'occasion de faire un exemple de ces ravageurs du royaume. Ainsi, il est énoncé dans les conditions de reddition que le Prince noir devra se constituer prisonnier au roi de France. Ne pouvant accepter ces termes, l'héritier du trône d'Angleterre se résout à livrer bataille. Les Anglais acceptent le combat de mauvais gré, le chemin de la Guyenne leur étant

coupé. La bataille se déroulant sur un terrain accidenté et coupé de haies, Jean II le Bon décide que le combat se fera à pied. Le roi va donner le signal d'attaque lorsque deux légats du Pape accourus de toute hâte de Poitiers viennent parler de trêve et de négociations pacifiques. Malgré le bon vouloir du prince de Galles, qui manque de vivres, on ne peut s'entendre et l'armistice consenti par le roi est rompu le lendemain matin.

Les troupes françaises sont disposées en 3 batailles de 16 000 hommes chacune :

- La 1re bataille commandée par Philippe, duc d'Orléans, est composée de 36 bannières et environ 72 pennons dont le connétable de France Gautier VI de Brienne.
- La 2e bataille est sous les ordres de Charles, duc de Normandie, et de ses deux frères Louis et Jean ainsi que les seigneur de Saint-Venant, Jean de Landas, Thibaut de Voudenay...
- La 3e bataille est commandée par le roi de France Jean entouré de 19 chevaliers de l'Étoile.

Pendant que ces batailles s'organisent, le roi Jean fait reconnaître les positions anglaises par Eustache de Ribemont, Jean de Landas, Guichard de Beaujeu et Guichard d'Angle. Ceux-ci rapportent « *la première bataille ennemie peut être estimée à 2 000 hommes d'armes, 4 000 archers et 1 500 brigands et qu'ils sont positionnés en un lieu très fort. Celui-ci est le long d'un chemin fortifié de haies et de buissons. De chaque côté de cette haie, qui n'a qu'un accès, sont positionnés les archers. Aux environs se trouvent les hommes d'armes et il est impossible d'attaquer uniquement à cheval dans ces conditions. Eustache de Ribemont préconise alors une attaque à pied après une attaque de cavalerie destinée à rompre les lignes anglaises.* »

Il est donc décidé de faire une trouée à travers les archers par une charge irrésistible, puis de s'élancer épée à la main le long du seul chemin qui conduit aux Anglais. Les maréchaux Jean de Clermont et Arnoul d'Audrehem vont choisir 300 chevaliers ou écuyers les plus vaillants et les mieux montés et armés afin de conduire la charge de cette troupe d'élite. Un peu en arrière, se trouve en renfort la bataille des chevaliers allemands et lorrains, commandée par les comtes de Sarrebruck, de Nidau et de Nassau. Le reste de l'armée est réparti en trois grosses batailles de 16 000 hommes chacune.

Durant les 24 heures où les armées se font face, les capitaines anglais renforcent leurs positions défensives en fonction des observations faites du dispositif d'attaque des troupes françaises. Tout en conservant la première ligne de bataille telle que les chevaliers du roi de France l'ont observée, le prince de Galles place plus loin à droite de la position de Maupertuis, sur une colline, 300 hommes d'armes et 300 archers sous le commandement de William Montagu, comte de Salisbury. Le prince de Galles et sa grosse bataille, avec sa cavalerie et l'élite des barons anglais et gascons se tiennent un peu en arrière de la première bataille. La partie accessible du dispositif anglais « *était fortifié et enclos avec le charroi et tout le harnois* ».

Au petit matin du 19 septembre 1356, un mouvement des Anglais laisse penser qu'ils tentent de passer leur butin de l'autre côté du Miosson au *gué de l'Homme*. Les deux commandants de l'avant-garde française ont un avis contraire sur ce mouvement : le maréchal Jean de

Clermont appréhende un piège, alors que le maréchal Arnoul d'Audrehem estime qu'il faut tout de suite occuper les passages. Le ton monte, ils se défient et, sans prendre les ordres du roi, chargent chacun pour soi. La charge d'Audrehem sur un chemin bordé de haies (*Maupertuis*, signifiant un « *mauvais passage* ») est anéantie par les archers gallois masqués derrière les buissons. Le connétable Gauthier VI de Brienne se joint au maréchal de Clermont pour charger sur le comte de Salisbury. Tous deux sont tués. L'avant-garde est décimée.

Les deux corps de bataille français s'engagent ensuite de façon désordonnée, désordre accentué par les pièges préparés par les Anglais. Les premières lignes françaises s'agglutinent en contrebas des haies infranchissables qui barrent le champ de bataille. Elles refluent à contre sens des secondes lignes qui montent à l'assaut. C'est la confusion sous un déluge de flèches anglaises. La bataille tourne à l'avantage du Prince noir. Quand il voit la déconfiture des maréchaux, le roi de France se lance dans la bataille qui se transforme bientôt en un remous de combats individuels où le désordre puis le désarroi règnent. « *Depuis la perte ou la prise des deux maréchaux, la mort du connétable, l'armée royale se disloquait progressivement.* »

Il existe, pour l'armée qui relève du ban féodal, le droit reconnu par l'ordonnance royale du 30 avril 1351, pour les seigneurs bannerets, de se *départir* (se dégager) d'une bataille jugée perdue et inutile à poursuivre. Ce départ doit se faire par délibération d'une même bannière et en ordre. Il ne se confond pas avec la fuite, mais s'explique par le souci d'éviter d'être fait prisonnier et de verser une rançon qui coûte fort cher. Il est prescrit de prévenir de son départ. Alors que le roi Jean II le Bon n'a pas encore donné l'assaut avec le gros de ses troupes, celles-ci l'abandonnent. Il pense alors que la défaite est possible, et sauve ses fils en les envoyant à Chauvigny : le dauphin Charles, duc de Normandie, le duc de Berry et le comte d'Anjou.



John

Chandos aperçoit le roi de loin, reconnaissable à sa cotte d'armes fleur-de-lysée et le montre au prince de Galles : « *Adressons-nous devers votre adversaire le roi de France, car en cette part gît tout le sort de la besogne. Bien sçait que par vaillance, il ne fuira point.* » Jean II le Bon, sur une élévation de terrain appelée le champ Alexandre, entouré de ses plus fidèles, descend de cheval et fait mettre, à tous, pied à terre. Puis, saisissant une hache d'armes, il attend l'assaut.

L'essence du pouvoir des rois de France est censée être d'ascendance divine. Une attitude non chevaleresque discréditerait la branche des Valois déjà vaincue à Crécy. Or Philippe VI avait été choisi comme roi au détriment d'Édouard III, pourtant petit-fils de Philippe IV le Bel. Jean II le Bon ayant mis ses enfants à l'abri, choisit donc un sacrifice.

La popularité et la considération envers le roi vaincu furent unanimes. Elles sont attestées par les faits les plus probants : les dons volontaires pour la rançon en des temps de crise économique, les entreprises de délivrance, la littérature sans publicité, les sentiments à Avignon, des funérailles en 1364. Jean le Bon est fait prisonnier par Denis de Morbecque. Il est le deuxième souverain français à être capturé sur un champ de bataille.

À deux lieues de là se dresse le tout neuf château de Chambonneau. Le Prince noir le prend par feinte. C'est au premier étage du donjon (encore existant) que se déroule le premier repas de captivité du roi et de son fils Philippe, le 19 septembre au soir. Devant eux, un capitaine anglais blessé dans le combat et moribond à Chambonneau, rend l'âme dans les bras du Prince noir. Il s'agit du sire Dandley. Les Anglais poursuivent les fuyards jusqu'à Poitiers qui ferme ses portes. La bataille commencée à 6 heures, est finie à midi.

Les Français perdirent 17 comtes, 1 archevêque, 66 barons et bannerets et 2 000 hommes d'armes et 3 000 hommes d'armes furent tués dans la poursuite sans compter les comtes, vicomtes, barons, bannerets... Les Français laissèrent en tout sur le champ de bataille 8 000 hommes d'armes tandis que les Anglais ne perdirent que 190 hommes d'armes et 150 archers.

La chevauchée du Prince noir en 1356 est une très grande victoire pour l'Angleterre, plus grande encore que celle d'Édouard III en 1346. Par rapport à la Bataille de Crécy, en 10 ans, les Français n'avaient pas su faire évoluer leur technique militaire. Comme en 1346, l'armée française comptait encore presque exclusivement sur sa cavalerie et n'avait pas d'archers dans ses rangs. La conception de guerre n'avait pas évolué et les Français se battaient, en un engagement où les chevaliers se ruaient les uns sur les autres : une stratégie militaire héritée du XIIIe siècle, mais totalement dépassée. La bataille de Poitiers n'avait été livrée que contre un corps expéditionnaire, mais bien loin de la force et de l'expérience des troupes royales. De plus, l'efficacité des archers gallois, après Crécy, ne pousse pas à la création d'unités d'archers par le futur roi de France Charles V. Celles-ci sont dissoutes sous la pression de la noblesse, mais l'idée est reprise un siècle plus tard (et après Azincourt) pour la création des compagnies d'ordonnance en 1445 et les francs-archers en 1448. À Crécy, Philippe VI, en constatant son échec, avait quitté le champ de bataille ; Jean le Bon réalisant que l'affrontement était un échec, décida cependant de rester. Ce comportement, va causer de grands troubles dans le royaume de France.

Édouard III exige une rançon considérable d'un montant de quatre millions d'écus d'or pour sa libération. Son prestige est au plus haut contrairement à celui de la noblesse française. Pendant la captivité du roi Jean, le royaume de France est en proie à des troubles politiques sévères. Les états généraux de langue d'oïl sont réunis peu après. Ils décident de libérer Charles II, dit le Mauvais, roi de Navarre, cousin et beau-frère du roi captif, dans l'espoir qu'il protège le pays dans la défaite. Mais le Navarrais entre en contact avec les Anglais pour s'approprier de nouveaux fiefs. Finalement, en 1360, le traité de Brétigny, négocié pour le compte des Anglais par John Chandos, et par Bonabes IV, sire de Rougé et de Derval, pour le compte des Français, rend la liberté au roi Jean le Bon contre une rançon de 3 millions d'écus d'or (à sa mort, le 8 avril 1364, à peine un tiers de la rançon aura été versé). En outre, la France abandonne aux Anglais la partie du royaume correspondant aux anciennes possessions des Plantagenêt en Aquitaine, soit quasiment tout le Sud-Ouest de la France.

19 septembre 1914 : bombardement de la cathédrale de Reims.

L'incendie de la cathédrale de Reims par les Allemands, le 19 septembre 1914, est un évènement d'une portée considérable, à la fois par ses conséquences matérielles mais aussi par son retentissement international.

Pourtant, les premiers dégâts subis par la cathédrale sont antérieurs au 19 septembre. En effet, lors du bombardement d'intimidation que Reims connaît le 4 septembre 1914 au matin, 4 obus tombent dans les environs de la cathédrale. Leurs éclats abiment des verrières côté nord et la statuaire du portail. Un cinquième obus, lui, touche directement l'édifice au croisillon nord du transept. Mais l'intérieur de l'édifice n'est pas atteint et les dégâts extérieurs sont minimes. A partir du 14 septembre, les Allemands qui viennent d'évacuer Reims mais occupent toujours les forts qui dominent la ville, soumettent celle-ci au feu de leurs canons. Du 14 au 18 septembre, ces bombardements causent la mort d'environ 140 personnes. La cathédrale est atteinte à plusieurs reprises. Le 17 septembre, 3 obus percent la toiture aux environs de la tourelle du carillon. Le 18 septembre de nouveaux obus frappent l'édifice, tuant un gendarme français et deux des nombreux blessés allemands installés dans la cathédrale.

Le 19 septembre, le bombardement commence vers 7h30 du matin. Les obus proviennent des batteries allemandes installées au fort de Berru et visent particulièrement le centre de Reims. Après une courte accalmie en fin de matinée, le bombardement reprend à midi, tuant un des adjoints, le docteur Jacquin, qui sortait de l'Hôtel de Ville.

A 15 heures, un obus touche l'échafaudage en bois de pin qui depuis mai 1913 ceinturait la tour nord de la cathédrale et l'enflamme. Vers 15h30, la toiture prend feu rendant l'incendie visible de loin ce qui amène les Allemands à cesser leur tir. Mais la chaleur de l'incendie met en ébullition les 400 tonnes de feuilles de plomb qui recouvrent la toiture. Le plomb fondu se répand alors sur les voûtes et coule par les gargouilles, provoquant une spectaculaire fumée couleur jaune d'or. A 15h50 l'échafaudage s'effondre sur le parvis, remplissant celui-ci de fumée. Quant à l'incendie de la charpente, il se poursuit jusque vers 20 heures.

Le drame touche aussi l'intérieur de la cathédrale où sont rassemblés de nombreux blessés allemands. Cette transformation de la cathédrale en hôpital militaire remonte à une décision prise par les autorités militaires allemandes lors de la courte occupation de Reims. Le 11 septembre 15 000 bottes de paille sont amenées pour servir de couchage tandis que les chaises sont empilées dans le chœur. En même temps, un drapeau de la Croix Rouge remplace, au sommet de la tour nord, le drapeau blanc installé le 4 septembre. A la reprise de la ville, le projet allemand est repris à son compte par l'Etat-major français qui, le 16 septembre, fait regrouper dans la cathédrale les 131 blessés allemands soignés dans les hôpitaux de Reims.

Or, le 19 septembre, très vite, des flammèches venant de l'incendie de l'échafaudage communiquent le feu aux bottes de paille. Affolés, les blessés allemands tentent de sortir mais sont bloqués par quelques soldats territoriaux et une foule de quelques 300 Rémois déchaînés contre eux. Il faut l'insistance du clergé de la cathédrale et d'un capitaine de dragons français pour que les blessés allemands soient finalement évacués. Mais 14 Allemands sont morts, dont 10 qui ont tenté de fuir par la cour de l'archevêché. Au total, les bombardements du 19 septembre 1914 causent la mort de 32 personnes.

En ce qui concerne le bilan matériel, il ne reste rien de la toiture sur la nef, les transepts, le chœur, l'abside et les bas-côtés. Le clocher de l'Ange a totalement disparu. Cependant, les voûtes ont tenu même si elles ont souffert du feu. A l'intérieur, l'incendie a dégradé la pierre, en particulier les sculptures du revers du portail sud. Une grande partie du mobilier est en cendres : les tambours et les stalles du XVIIIe siècle, le tapis du sacre de Charles X, le trône archiépiscopal. Le clergé a pu cependant évacuer les objets liturgiques et le Trésor de la cathédrale au début de l'incendie. Au total, si les superstructures de la cathédrale ont résisté, l'incendie a entraîné des dommages importants et le bâtiment se trouve désormais exposé sans toiture aux intempéries.

Cet incendie, survenu au tout début de la guerre crée un choc considérable. Très vite des polémiques se développent, sur le côté intentionnel du bombardement d'une part et sur l'ampleur des dégâts d'autre part. Dès le 20 septembre 1914 le gouvernement français émet une protestation qui a un grand impact auprès des pays neutres. Du point de vue français le bombardement a été effectué en toute connaissance de cause et porte la marque de la barbarie et du vandalisme allemands. De leur côté, les Allemands tentent d'établir des contre-feux en accusant les militaires français d'avoir utilisé les tours de la cathédrale comme observatoire, ce qui justifierait leur bombardement. De même ils minimisent largement les dégâts alors que la presse française, elle, a tendance à les exagérer en écrivant que le monument n'est plus qu'un tas de ruines.

Mais l'essentiel de l'évènement est ailleurs. Il constitue un fait nouveau que rien ne raccroche à une expérience passée. Il fixe l'image de « la cathédrale martyre » et du « crime de Reims » qui bénéficieront, pendant toute la durée de la guerre, d'une médiatisation sans égal.

Source : REIMS.FR

19 septembre 1931 : début de la conquête de la Mandchourie par le Japon.

L'invasion japonaise de la Mandchourie commence le 19 septembre 1931, lorsque la Mandchourie est envahie par l'Armée japonaise du Guandong, immédiatement après l'incident de Moukden. Les Japonais y forment, le 18 février 1932, un État fantoche, appelé Mandchoukouo, qui leur est entièrement assujetti et qui perdure jusqu'en août 1945, date de l'invasion soviétique de la Mandchourie.

Immédiatement après l'explosion à l'origine de l'incident de Moukden, les Japonais cernèrent la garnison chinoise toute proche et attaquèrent les troupes qui y étaient cantonnées, sous prétexte que toute propriété du Japon devaient être protégée des assauts des troupes chinoises. Cinq cents soldats japonais s'en prirent donc à une garnison chinoise forte de quelque sept mille soldats à Beidaying. Zhang Xueliang, avec l'approbation implicite du gouvernement de Chiang Kai-shek, avait déjà prévenu ses hommes de ne prendre part à aucun combat et de mettre les armes hors de portée des Japonais dans l'éventualité d'une invasion. Du coup, les Japonais ne rencontrèrent aucune résistance à Beidaying, et procédèrent le 19 septembre à l'occupation complète de la garnison et des villes principales de Moukden (Shenyang en chinois), Changchun (Tchang-Tchouen en français de l'époque), Antung (aujourd'hui Dandong), et des environs directs. Lorsque des combats eurent lieu, ce fut en général dû à des malentendus entre le gouvernement central chinois et ses troupes, qui étaient supposées avoir reçu l'ordre de ne pas résister. En quelques jours, les trois provinces du Heilongjiang, du Jilin et du Liaoning (où se situait Moukden) furent prises par les Japonais.

« Il est hors de doute que le gouvernement japonais, mis devant le fait accompli, était impuissant [...]. Le Premier ministre expliqua au souverain qu'il avait ordonné à l'armée du Guandong de regagner ses bases ». De son côté, le ministre de la Guerre, Minami, envoya « un télégramme à Moukden dans lequel il approuvait l'action [...] mais souhaitait aussi que l'affaire ne prît pas d'autre ampleur ». « Les activistes de l'armée du Guandong décidèrent de passer outre, et ce fut de leur propre initiative qu'ils lancèrent l'offensive contre Changchun le 20 » du mois, déclenchant l'invasion de la Mandchourie. Les militaires l'avaient emporté sur le pouvoir civil, une situation qui annonçait la pression grandissante des militaires sur les civils au cours des années trente (assassinat du Premier ministre en 1932, tentative de coup d'État du 26 février 1936), jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

En quelques jours, les trois provinces du Heilongjiang, du Jilin et du Liaoning (où se situe Moukden) sont prises par les Japonais. Le 20 novembre, une conférence du gouvernement chinois se met en place. La faction de Canton du Kuomintang y insiste pour que Chiang Kai-shek démissionne, vu la débâcle en Mandchourie et le manque de résistance sérieuse des troupes chinoises. Chiang démissionne le 15 décembre. Sun Ke, le fils de Sun Yat-sen, prend le poste de président de la république de Chine, et fait le vœu de défendre Jinzhou, une autre ville du Liaoning, rapidement perdue en janvier 1932.

« S'il ne fait aucun doute que les conspirateurs lancèrent l'incident de leur propre initiative, le gouvernement nippon, et l'empereur en personne, ne devaient pas tarder à considérer la nouvelle situation en Mandchourie avec sérénité », et à reprendre à leur compte les

conséquences de l'invasion de la Mandchourie. Le 18 février 1932, l'État du Mandchoukouo est proclamé sur le territoire de la Mandchourie. Formellement indépendant, il n'est en fait qu'un protectorat japonais. Les acteurs de l'opération furent promus, démontrant que si les conspirateurs militaires avaient agi de leur propre initiative, ils l'avaient fait dans un contexte japonais plus vaste, favorable à une politique de puissance sur le continent asiatique.

Le 31 mai 1933 est finalement signé la trêve de Tanggu créant notamment une zone démilitarisée étendue jusqu'à cent kilomètres au sud de la Grande Muraille, de Pékin à Tianjin.

L'empire du Japon poursuivit sa politique expansionniste en Chine, déclenchant en 1937 la seconde guerre sino-japonaise puis en 1939 une attaque ratée contre la Mongolie pro-soviétique lors de la bataille de Khalkhin-Gol.

Le gouvernement du Mandchoukouo demeurera en place, sous contrôle japonais jusqu'en août 1945, date de l'invasion soviétique de la Mandchourie.

19 septembre 1943 : création du régiment blindé de fusiliers-marins (RBFM).



Le régiment blindé de fusiliers-marins (ou RBFM) est une ancienne unité de la 2^e division blindée française. Il appartient aux unités de fusiliers marins qui sont des unités de marine militaire française. Le RBFM fut composé à partir de marins français, dont les navires avaient été immobilisés ou détruits, et équipé de matériel américain. Il participe à la libération de la France en 1944-1945, à la campagne d'Allemagne en 1945 puis aux premières phases de la guerre

d'Indochine en 1946.



[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

19 septembre 1944 : armistice de Moscou (avec la Finlande).

La Finlande et l'Union soviétique signèrent l'armistice de Moscou le 19 septembre 1944, mettant fin à la guerre de Continuation. Cet armistice ne doit pas être confondu avec le traité de paix de Moscou de 1940 mettant fin à la guerre d'Hiver entre les deux pays. Le traité de paix final fut signé entre la Finlande et l'URSS à Paris en 1947.

Louis Clerc

Préface de Jean Lopez

La Finlande dans la Seconde Guerre mondiale



Initialement, les conditions furent à peu près similaires à ce qui avait été conclu lors du traité de paix de Moscou de 1940.

En conséquence, les conditions proposées par Moscou se révélèrent plus dures que ne l'attendaient les Finlandais :

- le versement de l'équivalent à l'URSS de 300 millions de dollars au titre des réparations de guerre (celles-ci représentent, en 1945, 61 % des exportations du pays), ainsi que la

légalisation des organisations communistes finlandaises et l'interdiction des organisations que l'URSS considérait comme fascistes.

- l'obligation d'expulser les troupes allemandes hors de son territoire, ce qui conduira à la guerre de Laponie entre la Finlande et l'Allemagne nazie, de septembre 1944 à avril 1945.
- la réduction de l'armée de Finlande en deux mois et demi.
- le désarmement des troupes allemandes sur le territoire finlandais, la remise des prisonniers de guerre allemands à l'URSS et l'internement des citoyens allemands et hongrois, la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne et ses alliés.
- le retour en Union soviétique de la région de Petsamo (*Pechenga* en russe), « volontairement cédée à la Finlande par l'État soviétique en vertu des traités de paix du 14 octobre 1920 et du 12 mars 1940 ».
- la dissolution de toutes les organisations politiques, militaires et paramilitaires prohitlériennes, ainsi que des autres organisations menant une propagande hostile aux Nations unies, en particulier envers l'Union soviétique.
- la levée de l'interdiction des activités des organisations communistes.
- le renvoi en URSS de tous ses citoyens (y compris les Estoniens et 60 000 habitants de l'île).
- l'identification et le jugement des criminels de guerre.
- la cession du cap Hanko, de la péninsule de Porkkala et de ses environs pendant 50 ans, pour y construire une base militaire. Cette exigence était la plus inattendue. L'URSS cherchait à contrôler le golfe ainsi que la capitale de la Finlande, située à 17 km de Porkkala. Le Premier ministre Antti Hackzell, chef de la délégation finlandaise, qui l'avait appris de Molotov quelques heures à peine avant le début des négociations, ne supporta pas cette nouvelle et fit un accident vasculaire cérébral. Hackzell fut remplacé par le ministre des Affaires étrangères Enkel.

En outre, une partie de la Carélie avait déjà été cédée à l'URSS par le traité de paix de 1940, comme la région de Salla et un certain nombre d'îles du golfe de Finlande.

La convention d'armistice fut signée le 19 septembre 1944 sous l'autorité des gouvernements de l'URSS et du Royaume-Uni, représentées par Andreï Jdanov, ainsi que sous l'autorité du gouvernement finlandais, représenté par Karl Enkel, Rudolf Walden, Eric Heinrichs et Oscar Enkel.

19 septembre 1980 : explosion d'un missile *Titan* à Damascus, dans l'Arkansas (États-Unis)

19 septembre 2014 : première frappe aérienne française effectuée contre *Daech* (Irak).

Deux Rafale de la BA 104 (forces françaises aux EAU) délivrent 4 GBU 12 sur un bâtiment tenu par *Daech* dans la région de Mossoul. Cette première frappe marque le début de l'engagement français contre *Daech* au Levant.



